

Le racisme est-il une affaire du passé?

À l'heure où ces lignes sont écrites le rapport de la CNCDH⁽¹⁾ sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie pour l'année 2018 est en cours d'adoption. Il est cependant utile de s'attarder sur l'instrument synthétique qui sert de base à la mesure des préjugés, l'indice longitudinal de tolérance, pour en comprendre les variations.

Vincent TIBERJ, professeur des universités, Sciences Po Bordeaux, Centre Emile-Durkheim

En matière de tolérance à l'égard des immigrés et de la diversité, on pourrait s'alarmer de la situation actuelle, en France. Le Rassemblement national (RN) fait désormais des scores qui dépassent largement la barre des 20%. C'était impensable il y a encore une dizaine d'années. Des intellectuels et figures médiatiques de premier plan peuvent ouvertement parler de « *grand remplacement* », de menace migratoire, ou encore stigmatiser une religion sur les plateaux de grandes chaînes de télévision. La France, son gouvernement et ses principaux partis restent particulièrement silencieux face à la simple urgence humanitaire des noyades en Méditerranée. Christophe Castaner, ministre de l'Intérieur, peut même accuser les associations d'être complices des passeurs, sans grand dommage. Enfin, des Roms peuvent être agressés dans la région parisienne, des familles migrantes dormir sous des tentes à Paris, sans susciter plus d'indignation que cela.

Pourtant, ce qui se passe sur la scène politique et médiatique ne correspond pas à

ce qu'on mesure au niveau des opinions et des citoyens. Pour le montrer, il faut s'appuyer sur le baromètre sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie⁽²⁾ de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH). Ce sondage a été réalisé presque chaque année entre 1990 et novembre 2018. Il permet de mesurer les opinions à l'égard des immigrés et la diversité en général, des communautés juives, musulmanes, noires, maghrébines, roms et asiatiques en particulier. Cette richesse, je l'ai synthétisée dans un indicateur : l'indice longitudinal de tolérance (voir l'encadré p. 10).

Une tendance vers plus d'ouverture...

La situation en France est bien plus positive qu'on ne pourrait le penser. En novembre 2018, l'indice a atteint son record historique en une trentaine d'années : 67 sur 100 (graphique 1 p. 10), soit 14 points de plus qu'en 1990. 2018 constitue aussi la cinquième année sans baisse de l'indice, ce qui ne s'était jamais produit sur la période étudiée. En tendance la xénophobie régresse, notamment grâce à deux phénomènes majeurs : l'élévation du niveau de diplôme et le renouvellement générationnel⁽³⁾. En 1968, seulement 8% des Français avaient un baccalauréat ou plus et 45% n'avaient aucun diplôme. Quarante ans plus tard, 22% des Français ont un diplôme du supérieur, plus 15% de bacheliers, et 21% n'ont pas de diplôme.

« La xénophobie régresse, notamment grâce à deux phénomènes majeurs : l'élévation du niveau de diplôme (l'école socialise à la tolérance, et permet de comprendre que la réalité est bien plus complexe que les préjugés qu'on s'en fait), et le renouvellement générationnel. »

Or un des résultats les plus connus est que plus un individu a fait d'études, moins il sera sujet aux préjugés. L'école socialise à la tolérance, et permet de comprendre que la réalité est bien plus complexe que les préjugés qu'on s'en fait.

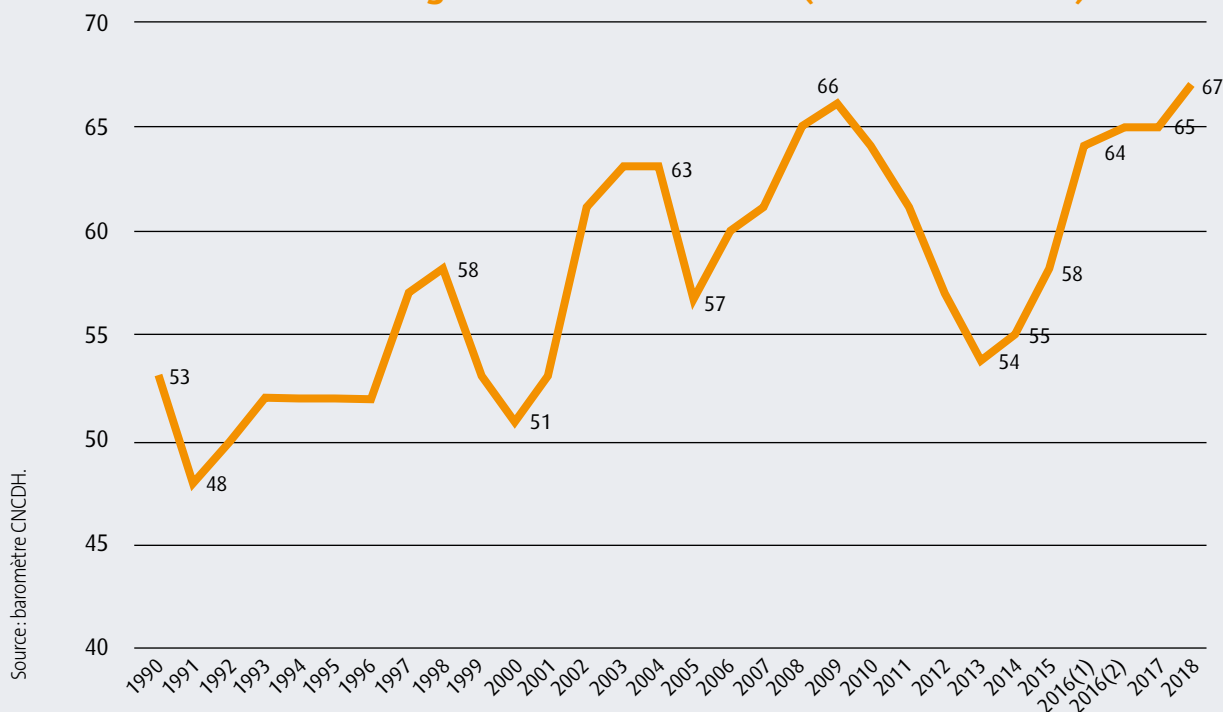
57% des électeurs français de 2017 n'étaient pas en âge de voter en 1981 et presque un quart n'était même pas né. Plus ils sont nés récemment, moins les citoyens sont xénophobes ou racistes. Ils sont les reflets des sociétés dans lesquelles ils ont grandi : par exemple, à peine 10% des personnes interrogées croient en l'existence de races en France, et la très grande majorité d'entre elles sont nées avant 1950. En cela, elles sont l'écho d'une France où la notion de race faisait partie du « sens commun ». Pour les nouveaux citoyens nés dans les années 1990, la diversité des origines et des croyances est de plus en plus une évidence, tout comme l'acceptation de

(1) Commission nationale consultative des droits de l'Homme.

(2) Voir CNCDH, « La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie », La Documentation française, 2019, et notamment la partie « Evolutions et structure des préjugés : le regard des chercheurs » rédigée par Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj et Tommaso Vitale.

(3) Pour plus de détails, voir Vincent Tiberj, « Une France moins xénophobe? », in *La Vie des idées*, 6 juin 2017 (www.laviedesidees.fr/Une-France-moins-xenophobe.html).

1. L'indice longitudinal de tolérance (1990-nov. 2018)



NB: il y a eu deux vagues en 2016, le sondage de novembre 2015 ayant été reporté à janvier à cause des attentats.

l'homosexualité ou de l'homoparentalité. Bien sûr, cette tendance de moyen terme n'explique ni les crispations xénophobes ni les remontées de tolérance qu'on peut constater tout au long de la période. Ainsi, l'indice a baissé de 6 points entre 2004 et 2006, de 5 points entre 1998 et 1999 et entre 1990 et 1991. La tolérance a également connu une baisse moins brusque mais particulièrement importante entre 2009 et 2014 : à ce moment-là, l'indice était revenu à son niveau du début des années 2000. Mais on compte aussi des gains tout aussi importants d'ouverture : +8 points entre 2001 et 2002 et +6 points entre février 2015 et janvier 2016.

Et pourtant, la tolérance « bouge »

Quelles sont les explications, derrière ces variations ? D'abord, celles-ci montrent que la tolérance ou le racisme ne sont pas des caractéristiques fixes des individus, contrairement aux théories psychologiques de la « *personnalité autoritaire* » de Theodor W. Adorno et de ses collègues.

Pour eux, les préjugés et les valeurs des individus seraient inculqués dans l'enfance et la jeunesse par les parents, l'église ou l'école, et ne changeraient plus après. Ce n'est pas vrai, et l'on constate même que les personnes interrogées « bougent ». Analysons, à cet égard, les évolutions de l'indice par cohortes de naissance (voir graphique 2 p. 11). Dans les années 2010, on compte des citoyens « expérimentés », nés dans les années 1940-1955, et d'autre plus « verts », nés après 1977. Tous voient leur tolérance reculer jusqu'en 2013, et tous la voient remonter dans les années 2015 et après. La xénophobie n'est donc pas une question d'âge, le conservatisme

ne serait pas nécessairement lié au vieillissement mais bien plutôt au contexte. D'ailleurs, les citoyens nés entre 1940 et 1955 sont plus tolérants en 2018, à un moment où ils ont de 63 à 78 ans, qu'en 1999, où ils avaient entre 44 et 59 ans.

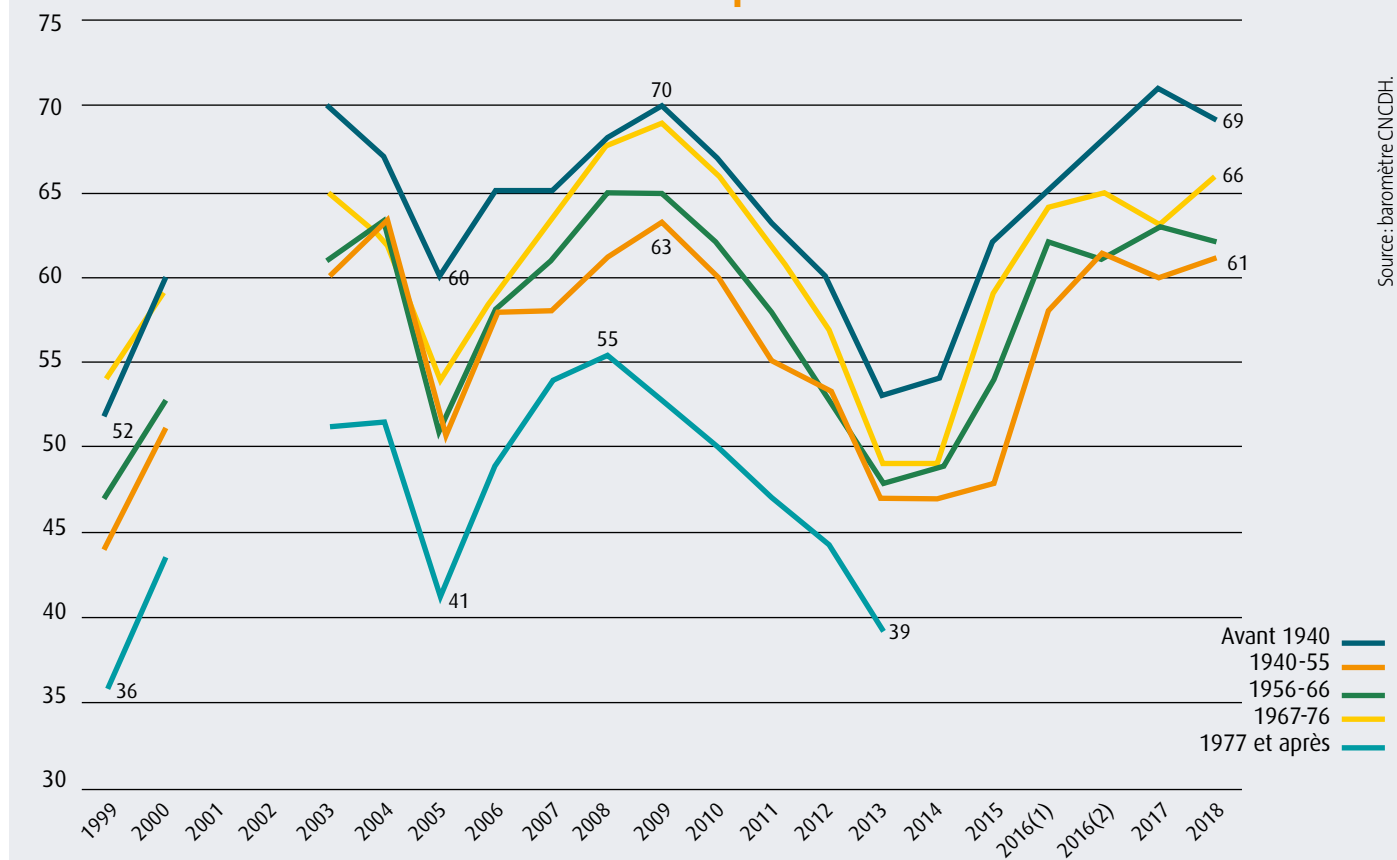
Ces hauts et ces bas s'expliquent parce que, selon Paul Kellstedt⁽⁴⁾, nous sommes ambivalents sur ces questions. En chacun de nous coexistent des dispositions à l'ouverture ou à la fermeture aux autres : nous pouvons avoir des sentiments positifs ou ressentir des préjugés quand nous pensons aux réfugiés, aux Roms ou aux étrangers. La domination de nos dispositions à exclure ou à accepter les autres

Point de méthode

La méthode statistique derrière l'indice longitudinal de tolérance (ILT) a été élaborée par James Stimson. Je l'ai appliquée au baromètre CNCDDH pour la première fois en 2008. Il est fondé sur soixante-neuf questions de sondage posées au moins trois fois dans le baromètre. Pour chacune, on définit la proportion de réponses tolérantes sur les réponses tolérantes et intolérantes ; ces scores sont ensuite synthétisés dans l'indice. Son échelle va de 0 à 100, 0 signifiant qu'à toutes les questions d'une année tous les répondants ont fourni des réponses intolérantes, et 100 qu'une année tous les répondants ont été tolérants. **V. T.**

(4) Paul Kellstedt, *The Mass Media and the Dynamics of American Racial Attitudes*, Cambridge University Press, 2003.

2. Les évolutions de tolérance par cohortes de naissance



Source: baromètre CNCDH.

va beaucoup dépendre du contexte social et médiatique et particulièrement de la manière dont les élites politiques racontent la diversité. Ainsi, aux Etats-Unis comme en France, nous avons pu constater un effet de la couleur politique du gouvernement. Quand la gauche est au pouvoir, la tolérance a tendance à reculer (entre 1998 et 2001, ou entre 2012 et 2014), tandis que si la droite gouverne, la tolérance progresse (entre 2002 et 2009, par exemple). On constate aussi qu'il y a des moments particuliers qui vont « pousser » dans un sens ou un autre : la baisse de 2005 s'explique notamment par les vingt et une nuits d'émeutes de novembre. Entre 2009 et 2013, plusieurs phénomènes vont se conjuguer pour faire monter le racisme : le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy puis le retour de la gauche au pouvoir, le printemps arabe et la crise économique.

Sortir par le haut des attentats

Ce poids du contexte est particulièrement important surtout quand on pense aux attentats qu'a connus l'Hexagone. Les Français ont connu la vague d'attentats islamistes du milieu des années 1990, les attentats du 11 septembre 2001, ceux de

Madrid en mars 2004, ceux de Londres en juillet 2005, et, plus récemment, les différentes attaques de 2015 puis 2016. Pourtant, en 1995, 2001 et 2004, on ne constate pas de crispation raciste. Dans les deux premiers cas, l'indice de tolérance reste stable et, dans le troisième, il progresse. Surtout, en 2015, entre la vague d'enquêtes de novembre 2014 et celle de février 2015, les Français redeviennent plus tolérants, et le phénomène se reproduit avec encore plus d'intensité entre février 2015 et janvier 2016. Autrement dit, malgré certaines prises de positions politiques et médiatiques, les personnes interrogées n'ont pas fait l'amalgame entre musulmans et terroristes ou entre immigrés et djihadistes. Cela montre bien qu'il existe encore un espace et une audience pour les associations et les acteurs politiques qui pro-

meuvent autre chose que le repli sur soi. Bien sûr, le nombre d'électeurs du RN n'a jamais été aussi important qu'en 2017, à un moment où l'indice est proche de son record historique. Cela ne doit pas faire douter de cet instrument de mesure. Ce sont deux faces du renouvellement générationnel : plus une cohorte est récente, plus ses membres sont tolérants, mais plus une cohorte est récente et plus ses membres intolérants ont des chances de voter pour le RN. Ici aussi, c'est une affaire de responsabilité politique : ces nouveaux citoyens ont été socialisés dans un monde politique où de nombreux acteurs ont préféré mettre en pâture l'immigration pour obtenir des voix plutôt que prendre à bras-le-corps les inégalités sociales ou les demandes de protection face aux conséquences économiques de la globalisation. ●

« Le conservatisme ne serait pas nécessairement lié au vieillissement. La domination de nos dispositions à exclure ou à accepter les autres dépend beaucoup du contexte social et médiatique et particulièrement de la manière dont les élites politiques racontent la diversité. »